Réjean PELLETIER
Professeur, science politique, Université Laval

(1980)

“Conclusion. Le 15 novembre 1976 et le 20 mai 1980 : continuités et ruptures.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Réjean PELLETIER

“Conclusion. Le 15 novembre 1976 et le 20 mai 1980 : continuités et ruptures. .”

Un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Gérard Bergeron et Vincent Lemieux, *L'État du Québec en devenir*, pp. 371-380. Montréal : Les Éditions du Boréal Express, 1980, 413 pp.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 18 octobre 2004 de diffuser ce texte dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : Rejean.Pelletier@pol.ulaval.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11'')

Édition numérique réalisée le 28 février 2009 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Réjean PELLETIER

Professeur, science politique, Université Laval

“Conclusion.

Le 15 novembre 1976 et le 20 mai 1980:
continuités et ruptures”

Un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Gérard Bergeron et Vincent Lemieux, *L'État du Québec en devenir*, pp. 371-380. Montréal : Les Éditions du Boréal Express, 1980, 413 pp.

Réjean PELLETIER

**“Conclusion. Le 15 novembre 1976 et le 20 mai 1980 :
continuités et ruptures”.**

Un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Gérard Bergeron et Vincent Lemieux, *L'État du Québec en devenir*, pp. 371-380. Montréal : Les Éditions du Boréal Express, 1980, 413 pp.

L'élection du Parti québécois, le 15 novembre 1976, a été interprétée de diverses façons aussi bien par les analystes de la scène québécoise que par les hommes politiques eux-mêmes. Plusieurs ont insisté sur des événements très ponctuels et ont relié la défaite du gouvernement Bourassa à sa faible « performance » durant ses dernières années de pouvoir : au mécontentement et à l'insatisfaction élevés de la population par suite des problèmes économiques et sociaux s'ajoutaient, d'un côté, l'étalement de scandales présumés ou réels qui s'abattaient sur le gouvernement et, de l'autre, la faiblesse d'un leadership politique incapable de dégager un projet de société qui puisse rallier, du moins pour un moment, les différentes forces sociales.

Le Parti québécois, pour sa part, s'est présenté devant l'électorat avec la promesse de former un « bon gouvernement », un gouvernement efficace, intègre et humain qui serait l'antithèse du gouvernement libéral au pouvoir. Il s'est engagé à se considérer comme un gouvernement provincial du moins jusqu'au référendum, mais un gouvernement provincial dynamique et compétent, soucieux de jeter les bases d'une social-démocratie québécoise et refusant d'abdiquer ses responsabilités devant le pouvoir central.

Ces explications n'épuisent pas le champ des interprétations possibles, d'autant plus qu'elles se fondent avant tout sur une vision à court terme de la chose politique. Aussi bien chez les partisans du Parti québécois que chez certains tenants du fédéralisme, on a souvent voulu dépasser une telle vision et insister sur le pas dé-

cisif qui avait été alors franchi afin de bien montrer que cette victoire plongeait ses racines dans le passé québécois, même le plus lointain, et qu'elle ouvrait en même temps des voies nouvelles pour l'avenir politique du Québec.

Renouer avec le passé, c'était avant tout redécouvrir ces moments exceptionnels dans l'histoire d'un peuple - comme la révolte des patriotes en 1837-38 ou les premières années de la Révolution tranquille en 1960 - où il ne craint pas de briser certaines peurs ancestrales et de manifester une grande confiance en lui-même, première et nécessaire étape d'une prochaine émancipation et début d'une véritable politique nationale. Tel fut le sens accolé à cet événement par plusieurs partisans du nouveau gouvernement.

Ce pas décisif qui renouait avec le passé, ouvrait en même temps des voies nouvelles pour l'avenir, comme l'ont rappelé certains éditorialistes. Claude Ryan du journal *Le Devoir* présentait le résultat de l'élection comme étant « le plus important événement Politique à survenir au pays depuis le dernier conflit mondial en raison des perspectives nouvelles qu'ouvre la victoire du PQ sur le plan constitutionnel ¹ », alors que Claude Beauchamp soulignait dans le journal *Le Soleil* que le Québec « vient de franchir une étape majeure dans ce long processus ininterrompu depuis 1760, d'affirmation politique, économique et culturelle de la nation française en terre d'Amérique » et que l'accession au pouvoir du Parti québécois apparaissait « comme un de ces bonds qui font sauter plusieurs marches à la fois ²... »

Ce regard sur l'avenir dominait aussi la presse anglophone, mais pour en tirer des conclusions différentes : elle s'interrogeait avant tout sur les conséquences d'une éventuelle sécession du Québec par suite de l'impasse du fédéralisme canadien et de la volonté d'indépendance manifestée par le Parti québécois, tout en insistant fortement sur l'illusion d'un futur contrat d'association à caractère économique entre le Québec et le reste du Canada.

En réalité, par-delà ces différentes interprétations de la victoire du Parti québécois, l'élection du 15 novembre apparaît plutôt comme l'aboutissement logique du grand mouvement de réforme amorcé par la Révolution tranquille. Ainsi que le

¹ Cité dans Jean-Pierre Charbonneau et Gilbert Paquette, *L'Option*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1978, p. 24.

² *Ibid.*, p. 25.

soulignait Louis Balthazar au début de ce volume, le Parti québécois est « bien davantage l'héritier de la Révolution tranquille que des mouvements indépendantistes ». Certes, le Parti québécois aurait réussi à s'imposer beaucoup plus difficilement n'eût été l'action intensive préalable du RIN, mais les mouvements indépendantistes des années soixante étaient souvent tributaires des réformes effectuées au cours de cette période et s'inscrivaient largement dans la foulée de ces intenses changements, sans pour autant nier le rôle important qu'ils ont pu jouer comme catalyseurs de la vie politique québécoise à cette époque.

Mais la Révolution tranquille elle-même était déjà contenue en germes dans les transformations et les contestations socio-économiques provoquées d'abord par la grande crise des années 1930 et ensuite par le second conflit mondial. Ces transformations et contestations vont continuer à marquer le régime duplessiste par-delà l'apparent monolithisme idéologique de cette période. 1960 apparaît, à cet égard, comme une rupture sur le plan *politique* avec l'arrivée au pouvoir d'un parti qui représente essentiellement la nouvelle classe moyenne présente, non seulement dans l'appareil gouvernemental et législatif, mais aussi dans la fonction publique. Rupture politique aussi avec la construction et le développement de l'appareil étatique selon le modèle de l'idéologie néo-nationaliste qui s'est imposé au cours de cette période.

La Révolution tranquille, c'est essentiellement la traduction politique de changements sociaux qui ébranlaient progressivement la société québécoise depuis deux décennies. Et c'est l'État qui se trouve au cœur de cette traduction politique : soumis lui-même à des modifications profondes, il a en même temps joué le rôle d'élément moteur dans les transformations sociales survenues par la suite. L'État québécois « moderne » qui s'est construit progressivement à partir de 1960 sous l'action de la nouvelle classe moyenne au pouvoir a joué un rôle actif et parfois déterminant dans la structuration de la société québécoise. En d'autres termes, si l'on ne peut nier, à la suite de Raymond Hudon, l'influence des groupes et le poids des transformations structurelles sur le développement de l'appareil d'État, il faut aussi reconnaître qu'avec la Révolution tranquille, la structuration et les interventions de l'appareil d'État apparaissent souvent comme 'des éléments décisifs dans les transformations de la société québécoise. L'État, placé au centre des rapports sociaux, peut être considéré comme un agent autonome de traduction politique de

ces rapports et être défini alors comme « l'animateur et l'orienteur de la société », selon l'expression de Lionel Ouellet.

Cette prédominance de l'État dans l'évolution de la société québécoise ne pouvait toutefois empêcher les conflits sociaux de se poser et les rapports sociaux de se structurer souvent en opposition à l'État lui-même. Durant les années soixante, les nouvelles élites à caractère technocratique se sont surtout attachées à bâtir un État et à légitimer son action, à établir de nouveaux consensus et à imposer une nouvelle idéologie dominante de façon à briser le pouvoir des élites traditionnelles, fondement le plus solide du régime duplessiste.

La période qui suit est beaucoup plus caractérisée par la remise en cause des nouveaux consensus établis fragilement quant aux modalités de l'action collective et au type d'organisation sociétale. Ce qui se traduit d'un côté par l'acuité des conflits sociaux au début des années soixante-dix et la critique parfois virulente du rôle de l'appareil d'État au Québec (surtout par les syndicats), et de l'autre par le déphasage des partis politiques par rapport à ces conflits, puisqu'ils apparaissent souvent incapables d'inventer de nouveaux modes d'intervention qui puissent déborder le seul modèle bureaucratique.

C'est le moment où se développe une participation plus extra-étatique et plus spontanée, qui conteste certaines finalités de l'action étatique et cherche à se substituer à la participation des individus et des groupes organisée et modelée par l'appareil d'État et la bureaucratie (création des nombreux organismes consultatifs). Mais ces nouveaux modes de participation n'empêchaient nullement l'État de continuer à se construire, de diversifier ses mécanismes d'intervention, de s'affirmer dans de nouveaux champs d'activité (du domaine des affaires sociales jusqu'au secteur de l'environnement), d'affiner davantage ses méthodes de gestion, bref, de continuer d'agir comme « l'animateur et l'orienteur de la société » tout en cherchant à légitimer et à faire légitimer son rôle comme agent de développement collectif.

Si le Parti québécois apparaît comme l'héritier de la Révolution tranquille et que son arrivée au pouvoir en novembre 1976 marque d'une certaine façon le couronnement des réformes amorcées au cours de cette période, on ne peut alors qualifier son élection comme un fait de rupture par rapport à la situation antérieure, mais plutôt de *continuité* : continuité sur le plan socio-économique, où n'apparaît

aucun changement structurel important et continuité sur le plan politique, où se poursuit la croissance de l'État (en dépit du gel des effectifs de la fonction publique) qui continue à s'implanter dans de nouveaux secteurs d'activité (comme l'assurance-automobile ou le secteur de l'amiante) et à établir de nouveaux contrôles traduisant une nette volonté d'intervention étatique (par exemple, sur le financement des partis politiques, sur la langue d'enseignement et de travail, sur le zonage agricole ou sur la sécurité au travail).

Deux exemples serviront à illustrer cette logique de continuité. Sur le plan administratif, nous assistons, selon Antoine Ambroise et Jocelyn Jacques, à une période de maturation administrative depuis 1976 qui succède à plusieurs années de construction et à une phase de consolidation. Vu sous cet angle, l'appareil administratif semble avoir atteint une vitesse de croisière qui peut même donner l'impression d'une certaine stagnation par rapport aux années précédentes, de sorte qu'il devient difficile de parler de rupture véritable avec la période antérieure. Le changement le plus fondamental à ce niveau depuis l'arrivée au pouvoir du Parti québécois réside plutôt dans la primauté accordée aux hommes politiques - importance des comités du Conseil des ministres et des cabinets ministériels - sur les agents administratifs. Mais cette caractéristique ne peut, à mon avis, nous autoriser à parler de « rupture » par rapport à la période précédente.

La même remarque vaut aussi bien pour l'appareil judiciaire que pour les appareils législatif et gouvernemental, qui s'inscrivent eux aussi dans cette logique de continuité, parfois avec un certain retard sur les premières grandes réformes de la Révolution tranquille : c'est le cas, entre autres, de l'appareil judiciaire et des organes administratifs pro-gouvernementaux où les changements ne se feront vraiment sentir qu'au cours des années soixante-dix.

En somme, la conception d'un État interventionniste qui s'est imposée au début des années soixante et les conséquences que l'on peut en tirer sur la croissance et le développement de l'appareil étatique indiquent vraiment une rupture par rapport à l'idéologie non interventionniste des régimes Duplessis et Taschereau (si non pour créer une infrastructure), mais une telle conception de l'État se trouve parfaitement intégrée au programme et assumée par les politiques du PQ.

De même, lorsqu'on analyse les nouveaux modes d'intervention de l'État québécois depuis 1960, on s'aperçoit que le type de mesures préconisées et mises en

oeuvre par le PQ depuis son arrivée au pouvoir indique beaucoup plus une continuité qu'une rupture avec la situation antérieure. Comme le souligne Vincent Lemieux, les politiques du PQ à l'égard des travailleurs et des syndicats renouent avec certaines conceptions de la Révolution tranquille par delà la période du gouvernement Bourassa. Il en est de même, à peu de choses près, en ce qui concerne les politiques d'aménagement urbain que nous décrit Louise Quesnel-Ouellet.

Si l'on devait dégager une forme de « rupture » par rapport aux modes d'intervention antérieurs, il faudrait plutôt parler d'une différence d'ordre « qualitatif » puisque les politiques élaborées et mises en oeuvre par le gouvernement péquiste sont souvent moins ponctuelles que celles des gouvernements précédents - comme dans le cas de l'aménagement urbain par exemple - et reposent sur des visées plus globales d'intervention au niveau de la société. En ce sens aussi, les politiques du gouvernement Lévesque s'inscrivent dans le courant des grandes réformes amorcées sous la Révolution tranquille, comme dans le domaine de l'éducation.

Sans parler nécessairement de rupture par rapport à la situation antérieure, la « nouveauté » du 15 novembre apparaît à d'autres niveaux que ceux des transformations de l'appareil étatique et des modes d'intervention de l'État. Au niveau d'abord de la psychologie d'un peuple qui manifeste une plus grande confiance en lui-même au-delà des diverses motivations et rationalisations de chaque citoyen au moment de l'élection. C'est un geste de libération qui est apparu à plusieurs comme un pas décisif et le début d'une ère nouvelle. Plusieurs partisans du projet souverainiste ont d'ailleurs insisté sur cette signification.

Mais il ne faudrait pas exagérer outre mesure la portée d'un tel geste puisque, dans l'histoire des peuples, le bond en avant qui fait « sauter plusieurs marches à la fois » est souvent suivi, sinon d'un pas en arrière, du moins d'un temps d'arrêt, que celui-ci soit consciemment souhaité par la majorité de la population elle-même ou qu'il soit imposé d'une certaine façon par d'autres, de l'extérieur. L'histoire du peuple québécois le montre amplement : après 1837-38, l'Acte d'Union de 1840 ; après l'avènement d'Honoré Mercier, le tournant du vingtième siècle et la longue emprise du Parti libéral ; après le réalignement de 1935-36, l'arrivée au pouvoir de Maurice Duplessis ; après les années intenses de la Révolution tranquille, le temps d'arrêt qui a suivi ; après la victoire du Parti québécois en novembre 1976, la défaite au référendum du printemps 1980, qui faisait suite elle-même à la perte de sept élections partielles.

C'est plutôt à un second niveau de « nouveauté », celui du domaine *constitutionnel*, que les changements pourraient s'avérer plus importants à long terme et constituer une véritable rupture par rapport à la situation antérieure. Comme le soulignait Claude Ryan peu après l'élection du 15 novembre 1976 : « ... l'enjeu majeur des débats qu'ouvre l'arrivée au pouvoir du Parti québécois est l'équilibre même du pouvoir politique au Québec et au Canada ³ ». Un an plus tard, devant l'assemblée plénière du Congrès d'orientation du Parti libéral du Québec (à un moment où il n'était pas encore chef de ce parti), il dégagait à nouveau cette dimension importante de l'élection du Parti québécois : « L'élection du 15 novembre aura eu à cet égard un mérite incontestable. Elle aura fait voir que les demandes de changement qui se faisaient entendre dès les années soixante n'étaient pas uniquement de la camelote d'intellectuels et de journalistes en quête de jeux de blocs juridiques ou de technocrates et de politiciens en mal de pouvoirs accrus, mais l'expression de désirs qui rejoignent dès cette époque ce qu'il y a de plus authentique et de plus profond dans l'âme québécoise, à savoir un rêve de survie et d'affirmation, qui était d'ailleurs là bien avant l'Acte constitutionnel de 1867 ⁴. »

C'est aussi l'opinion de Gérard Bergeron dans ce volume, qui qualifie la date du 15 novembre 1976 « d'événement historique au sens fort, en ce qu'elle clôt une époque pour en recommencer une autre », puisque tout est désormais remis en question, à commencer par le « principe fédératif lui-même ».

Jusqu'au référendum du printemps 1980, nous ne pouvions parler que d'un ordre « potentiel » de rupture du fédéralisme canadien, même si une étape importante avait déjà été franchie par l'arrivée au pouvoir du seul parti à préconiser un type entièrement nouveau de relations entre le Québec et le reste du Canada basées sur les principes de la souveraineté-association. Depuis l'échec du référendum de mai 1980, l'initiative appartient désormais au gouvernement fédéral et aux hommes politiques du Canada anglais, du moins tant que le Parti libéral du Québec n'aura pas accédé au pouvoir. C'est le camp fédéraliste qui doit proposer un contenu réel à la réforme constitutionnelle s'il veut respecter ses promesses référendaires. Il lui appartient, en somme, de montrer que le changement est encore possible dans le cadre de la fédération et que le rejet de l'option préconisée par le Parti québécois

³ Cité dans Claude Ryan, *Une société stable*, Montréal, Éditions Héritage, 1978, p. 86.

⁴ *Ibid.* p. 18.

ouvre la voie à un renouvellement du fédéralisme canadien plutôt qu'il ne constitue un retour au statu quo. « En votant non au référendum, faisait justement remarquer René Lévesque, les citoyens du Québec ont clairement indiqué qu'ils voulaient donner une nouvelle chance au renouvellement du fédéralisme ⁵. »

C'est également l'interprétation de la plupart des analystes qui voient dans la victoire du non à la fois une opposition de la majorité des Québécois aux principes mêmes de la souveraineté-association et la manifestation d'une volonté de changement devant aboutir à un renouvellement du fédéralisme en conformité avec les aspirations et les revendications du Québec. Ce qui pose alors le problème de définir un contenu concret à ce fédéralisme renouvelé : doit-on s'en tenir aux orientations du livre beige du Parti libéral du Québec, tant décrié par plusieurs Québécois et peu acceptable, semble-t-il, aussi bien par le premier ministre canadien que par les premiers ministres des provinces anglophones ? Ou bien se montrer d'accord avec la conception trudeauiste d'un fédéralisme uniforme, pan-canadien, traduisant la dualité linguistique (mais non pas politique) et le caractère multiculturel du Canada et surtout conforme à sa vision d'un seul peuple canadien ? Ce fédéralisme renouvelé devrait-il suivre au contraire une autre voie et reconnaître les principes qui sous-tendent le rapport Pepin-Robarts ?

Dans l'ensemble, ces trois options se recoupent très peu et apparaissent plus antinomiques que complémentaires. Laquelle devrait alors prévaloir puisqu'il semble à la fois impossible et inacceptable de fondre les trois pour en tirer quelques éléments de réforme ? Du choix effectué dépend l'orientation que les hommes politiques canadiens voudront bien donner au renouvellement du fédéralisme. Ce choix conditionne aussi les chances d'acceptation par le Québec du projet qui en sera l'aboutissement et, par conséquent, le succès ou l'échec de la réforme constitutionnelle amorcée depuis le 20 mai 1980.

Toute impasse à ce niveau ou tout échec majeur dans ce processus de modification pourra précisément engendrer la crise la plus profonde qu'ait encore connue ce pays. Si le régime fédéral en arrivait à faire la preuve de son incapacité foncière à se renouveler en profondeur, il ne restera plus à la population québécoise qu'à en tirer les conclusions qui s'imposent : ou bien accepter lucidement le statu quo constitutionnel et s'accommoder tant bien que mal de la situation d'un demi-État

⁵ *Le Devoir*, 24 mai 1980, p. 1.

québécois majoritaire sur son territoire, mais minoritaire dans l'ensemble canadien, ou bien s'engager résolument dans la voie d'une pleine souveraineté politique, assortie ou non d'une association économique avec d'autres partenaires... à moins qu'elle ne consente à accorder encore une fois une « dernière chance » au fédéralisme !

Quoi qu'il en soit, le régime fédéral devra apprendre à compter avec une certaine forme de nationalisme québécois. Plus ce régime se montrera incapable de se rénover de l'intérieur, plus il alimentera ce nationalisme qui se nourrit en partie de son opposition à un fédéralisme centralisateur : c'est là l'aspect plus négatif du nationalisme québécois et, à cet égard, les forces fédéralistes ont les moyens d'en enrayer la montée et d'en contrer les effets. Mais il faut aussi admettre que, dans son versant plus positif et plus offensif, ce nationalisme s'appuie sur une conception de la collectivité québécoise qui repose sur l'idée de « nation » ou, tout au moins, de « peuple fondateur ». En ce sens, aussi bien les Québécois eux-mêmes que les Canadiens de langue anglaise devront reconnaître une certaine pérennité au courant souverainiste au Québec et prendre davantage conscience que la crise du fédéralisme canadien ne peut être assimilée simplement à un régionalisme non satisfait. Son fondement est plus profond puisqu'il repose sur une conception dualiste de la société canadienne et de son armature politique.

Le Parti québécois incarne à l'heure actuelle l'un des deux courants qui coexistent au Québec en regard du statut politique et constitutionnel du peuple québécois. Face au courant canadien qui prône le maintien du lien fédéral et l'insertion des Canadiens français dans ce cadre politique et économique, il représente la forme la plus achevée du courant québécois basé sur l'idée d'une nation forgée par quatre siècles d'histoire commune et dotée désormais d'un appareil politique moderne et efficace, possédant cette volonté indiscutable de vivre ensemble et de préserver sa culture propre ⁶.

Mais l'élection du PQ en 1976 et l'échec de ce parti au référendum ne posent pas seulement le problème de la place de l'État du Québec dans la fédération canadienne et, au-delà, dans le concert des nations (sur ce dernier problème, voir le chapitre de Paul Painchaud) ; ils posent aussi le problème plus général de la place

⁶ Parti québécois, *Le programme, l'action politique, les statuts et règlements*, édition 1975, p. 5.

de ce même État dans le développement de la société québécoise. Comme je l'ai montré ailleurs dans ce volume, plus un parti politique se définit comme souverainiste et indépendantiste, plus il se veut interventionniste. À cet égard, le Parti québécois ne déroge pas à la règle et défend la conception d'un État défini comme un instrument de promotion collective et de développement national, tout en préconisant un réaménagement en profondeur des relations entre le Québec et le reste du Canada.

Cependant, à mesure que l'État devient plus envahissant s'affirme aussi en contrepartie la contestation de son rôle. Une « nouvelle » dialectique du privé et du public, de l'individu-citoyen et de l'État, des libertés individuelles et des libertés collectives devrait s'imposer de plus en plus au cours de la prochaine décennie. Mais cette dialectique, si elle est bien assumée, pourrait constituer moins une remise en cause fondamentale du rôle de l'État québécois (en dépit de certaines critiques virulentes) qu'une adaptation et une intégration accrue de ses rôles et de ses modalités d'action dans le développement de la société. Certains, à l'instar de Carol Levasseur, voient dans ce réajustement des modalités de l'action étatique une nette volonté de régulation essentiellement disciplinaire des rapports sociaux. D'autres songent, au contraire, à une redéfinition de ses rôles de façon à ce que l'État soit considéré moins comme le « gérant » de tout et de tous qu'un partenaire social parmi d'autres, bien que l'on puisse lui reconnaître un rôle plus structurant de l'action collective que celui assumé par les autres partenaires sociaux (par exemple, par les syndicats et le patronat). Cette dialectique du politique et du social fait elle-même référence à une double polarisation à chacun de ses pôles. La polarisation entre les tenants du fédéralisme et les défenseurs de l'option souverainiste domine fortement le pôle politique et traduit pour chaque groupe une vision différente de la place de l'État québécois dans l'ensemble canadien. La polarisation entre interventionnistes et non-interventionnistes domine le pôle social et se ramifie elle-même en plusieurs tendances allant de la contestation du rôle de l'État en régime capitaliste jusqu'à la remise en cause de son action selon l'idéologie néo-libérale.

Mais cette dialectique du politique et du social ne pourra se résoudre progressivement ou, du moins, être assumée plus facilement que si l'on réussit à trouver une solution à la contradiction politique. La question nationale qui mobilise tant d'énergies au pôle politique ne peut toutefois être coupée des problèmes sociaux

présents dans la société québécoise. La question nationale et la question sociale s’imbriquent l’une dans l’autre, elles sont de plus en plus indissociables. Ainsi, la définition proposée par le Parti québécois de la place que doit occuper le Québec au sein d’un Canada confédéral ne peut être dissociée de son projet de société et du rôle que l’État québécois est appelé à jouer à l’intérieur de son territoire. Il en est de même pour le Parti libéral du Québec qui propose une autre conception du fédéralisme canadien et un autre projet de société.

Les Québécois doivent donc s’interroger non seulement sur le cadre politique dans lequel ils veulent vivre, mais aussi sur le type de société qu’ils souhaitent mettre en oeuvre au cours de la prochaine décennie. Il leur faudra, dans l’élaboration de ce projet de société, résoudre un double problème : d’une part, celui de l’équilibre à établir entre les libertés individuelles et les libertés collectives ou, d’une façon globale, entre les valeurs individuelles et les valeurs collectives, ainsi que du rôle de l’État dans la recherche de cet équilibre ; d’autre part, celui d’une option pour une dynamique de changement ou pour un appui sur des valeurs plus conservatrices dans l’organisation de la société québécoise, ainsi que du rôle de l’État (et d’autres partenaires sociaux) dans la promotion de ces valeurs.

À l’heure actuelle, chacune de ces grandes tendances est incarnée par l’un des deux partis politiques dominants au Québec. Un projet politique de nature souverainiste, la défense de certaines libertés collectives et une volonté plus ferme de changement caractérisent le Parti québécois, alors que le Parti libéral défend un projet fédéraliste, préconise un retour vers certaines valeurs conservatrices et opte pour la défense des libertés individuelles plutôt que collectives. Ainsi, au-delà du choix d’un cadre politique, c’est également un type de société qui est ici en cause.

Jusqu’à maintenant, l’action du Parti québécois s’inscrit en continuité avec le passé, surtout celui de la Révolution tranquille. Mais si son projet politique devait aboutir, on pourrait alors parler de rupture avec le passé par la remise en cause du principe fédératif lui-même. Cette rupture marquerait paradoxalement l’achèvement de l’État québécois dans une logique de continuité poussée jusqu’à son point ultime. L’État du Québec que l’on a présenté ici comme un État en devenir, un État qui s’est défini peu à peu et s’est construit progressivement, qui a diversifié ses rôles et ses modes d’intervention au sein de la société québécoise, qui a été soumis à des critiques et à des pressions de la part des groupes et des mouvements sociaux tout en les structurant lui-même par son action, qui a cherché à réaménager

ses rapports avec l'État central canadien et avec l'extérieur, cet État du Québec en devenir pourrait alors assumer toutes les dimensions de son être et perdre ce caractère de « devenir » qui le caractérise depuis la Révolution tranquille. Il apparaîtrait désormais comme un État moins amputé, plus complet, plus achevé.

Mais le seul fait, pour l'État québécois, d'assumer toutes les dimensions politiques de son être ne réussira pas, par cela même, à régler tous les problèmes sociaux qui se posent au Québec. Plus fondamentalement - mais en relation étroite avec la solution du problème politique - il faudra trouver un certain équilibre dans les rapports entre l'État et le secteur privé, dans la concertation entre l'État, la patronat et les syndicats, dans les relations entre le groupe ethnique majoritaire et les différentes minorités, dans la répartition de la richesse collective entre les différents groupes sociaux.

Il faudra, en somme, définir non seulement la place que doit occuper l'État québécois dans la défense des aspirations traditionnelles du Québec sur le plan politique, mais aussi celle qu'il doit assumer dans la définition et la mise en oeuvre d'un nouveau « projet de société » dont on parlera sans doute de plus en plus.

Fin du texte